

**Commission** : Commission parlementaire sur la question Biélorusse et Ukrainienne

**Problématique** : Pour une politique étrangère et de sécurité commune aux confins orientaux de l'UE, quelles relations avec l'Ukraine et la Biélorussie ?

**Porte-parole** : Italie

Honorable présidence, chers délégués,

La délégation italienne est ravie de participer à l'édition 2022 de la Modélisation du Conseil de l'Union européenne de l'EUROMad, et espère de fructueuses discussions entre les différentes délégations.

En considérant les événements actuels en Europe de l'Est, la question des rapports ukrainiens et biélorusses devient essentielle pour l'Union européenne et en particulier l'Italie.

L'Italie est un pays d'Europe méridionale atteignant une superficie de 302 073 km<sup>2</sup>, dont la population s'élève à 60, 24 millions d'habitants, et qui partage ses frontières terrestres avec la France au nord-ouest du pays, la Suisse et l'Autriche au nord, et la Croatie au nord-est. L'Italie voisine la mer Adriatique, la mer Ionienne, la mer Tyrrhénienne et la mer Méditerranée. Ce pays, dont la capitale est Rome, est une république parlementaire dirigée par le président italien Sergio Mattarella.

Notre pays a intégré l'Union européenne en 1958 et représente ainsi un de ses membres fondateurs. Sa contribution active en tant que membre non permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU illustre ainsi sa volonté d'allier sécurité et paix à l'international. Membre fondateur actif de l'OTAN (1949), l'Italie fait de la sécurité et de la liberté des enjeux prioritaires et n'hésite pas à déployer ses forces militaires pour assurer protection et durabilité de la paix en Europe. Le conflit actuel entre la Russie et l'Ukraine soulève de nouvelles problématiques mondiales, en particulier au sein de l'Union européenne, qui, en voyant d'importantes tensions à ses frontières, décide de mener différentes politiques sanctionnatrices à l'égard de l'ingérence russe en terres ukrainiennes que l'Italie soutient pleinement. La Biélorussie, supplétive de la Russie à l'égard de l'Ukraine, représente un nouvel acteur incertain dans ce conflit en Europe de l'Est. Les nouveaux enjeux européens suscitent une action rapide, dans un but sécuritaire, que l'Italie s'engage à mener.

En considérant les rapports tendus entre la Biélorussie et l'Union européenne, la Biélorussie se rapprochant à la fois politiquement et économiquement, par influence, de la Russie, et menant différentes politiques en inadéquation avec les valeurs européennes et en particulier italiennes, la mise en œuvre de mesures pour tenter de stabiliser la région et d'assurer la sécurité s'avère primordiale pour l'Italie. Sur la question migratoire, en 2021, l'Italie s'est engagée, en tant que membre du G7 (depuis 1975), au côté du Royaume-Uni, de la France, des Etats-Unis, du Canada, de l'Allemagne et du Japon, à condamner, à travers un communiqué, "l'orchestration par le régime biélorusse de l'immigration illégale à travers ses frontières", une organisation illégitime, par la Biélorussie, de mouvements migratoires depuis le Moyen-Orient vers les frontières polonaises et lituaniennes, menaçant la stabilité des frontières de l'UE. Concernant la guerre actuelle qui sévit en Ukraine, et la complicité de la Biélorussie à l'égard de la Russie, notre ministre des Affaires étrangères et les 6 autres du G7, ont notamment exprimé, vis-à-vis de la Biélorussie à travers une déclaration le 7 avril 2022, que : "Nous continuerons de lutter contre l'impunité de tous les complices de cette

guerre choisie par Moscou, et notamment du régime d'Alexandre Loukachenko en Biélorussie”.

Par ailleurs, l'Italie entretient de très bons rapports avec l'Ukraine, une des plus vastes communautés ukrainiennes d'Europe occidentale et la plus grande de l'Union européenne y vivant, soit près de 250 000 personnes, ce qui représente 28 % des migrants ukrainiens installés en Europe, dont 80 % de femmes. Elle a pour objectif de renforcer les liens politiques, économiques et sociaux avec le pays ukrainien, lequel partage des valeurs communes avec l'Union européenne. De ce fait, dans un souci de paix, de liberté et de sécurité européenne, au vu de l'évolution du conflit russo-ukrainien, l'Italie soutient Volodymyr Zelensky dans sa volonté de faire adhérer l'Ukraine à l'Union européenne. Le gouvernement de notre président du Conseil des ministres d'Italie, Mario Draghi, a déclaré, lors d'un entretien avec le président ukrainien et les parlementaires italiens au sujet de l'utilité d'une action rapide des occidentaux pour faire pression sur la Russie : “La résistance dans tous les lieux où sévit la férocité du président Poutine est héroïque. L'Ukraine ne se défend pas seulement pour elle-même, elle défend notre paix, notre liberté, notre sécurité. Face aux massacres, nous devons répondre avec des aides y compris militaires. L'Italie veut l'Ukraine dans l'Union Européenne”.

L'Italie se sent concernée par l'accueil de réfugiés ukrainiens et tient à rappeler sa participation active à l'hébergement de familles ukrainiennes réfugiées. 283 hôtels et habitations appartenant anciennement à des groupes mafieux en Sicile ont été réhabilités pour loger des dizaines de milliers d'Ukrainiens qui ont déjà rejoint l'Italie. Ainsi l'Italie fait d'une pierre deux coups en luttant contre la criminalité mafieuse sur son territoire tout-en logeant des réfugiés ukrainiens au sein de logements confisqués à des membres d'organisations narcotraffiquantes. De plus, l'Italie est, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, engagée généreusement pour apporter un soutien matériel aux Ukrainiens à travers l'envoi de vivres pour la population ukrainienne.

Malgré de solides relations notamment économiques avec la Russie, l'Italie s'engage tout-de-même, au même titre que la France, et d'autres pays de l'Union européenne, à contribuer à l'élaboration de sanctions multiples à l'égard de la Russie, dans une complète solidarité de l'Ukraine, mais ne nie pas les “effets boomerang” craints de cet engagement, l'Italie dépendant à 45% du gaz importé de Russie. Le Ministère italien des Affaires étrangères assure tout-de-même « continuer d'exercer une pression maximale » sur la Russie afin de mettre fin le plus vite possible à cette guerre et espérer un retour à l'ordre en Europe de l'est. Notre pays a notamment saisi et gelé des yachts privés, appartenant à des oligarques russes, présents en Italie.

L'Italie, en tant que membre de l'Union européenne, jouera donc un rôle primordial pour espérer allier au mieux politique étrangère et sécurité aux confins orientaux de l'UE. Elle œuvre déjà pour assurer un soutien optimal à l'Ukraine malgré les incessantes menaces, notamment économiques, de la Russie à son égard, que l'Italie condamne pleinement, et envisage, en guise de solutions, de continuer à sanctionner la Russie et de continuer à accueillir des Ukrainiens contraints de fuir leur patrie afin d'espérer une capitulation russe. Malgré les répercussions énergétiques, l'Italie solutionne, entre autres, de se rediriger vers d'autres partenaires approvisionneurs. Enfin, l'Italie propose de continuer à faire pression sur la Biélorussie pour que sa complicité avec la Russie s'étiolle.

Notre pays attend beaucoup de ces débats au cœur de cette actualité brûlante et primordiale.